

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2024/001777]

**9 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement flamand portant redistribution provenant d'un crédit provisionnel de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2024****Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- le Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019, article 22 et article 24, alinéa 1<sup>er</sup> ;
- le décret du 22 décembre 2023 contenant le budget des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2024.

**Formalités**

La formalité suivante a été remplie :

- le ministre flamand ayant la politique budgétaire dans ses attributions a donné son accord le 5 février 2024.

**Motivation**

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

- le financement d'initiatives politiques dans le cadre de l'Approche programmatique de l'Azote.

**Cadre juridique**

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- le Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019 ;
- l'arrêté relatif au Code flamand des Finances publiques du 17 mai 2019.

**Initiateur(s)**

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits inscrits aux articles budgétaires du budget des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2024 sont redistribués conformément au tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)

Article budgétaire	Ent.	Alloc. de base	SEC	De		À	
				CE	CL	CE	CL
CB0-1CBG2AK-PR	CB0	1CB041	01,00		517		
KB0-1KDX2BB-WT	KB0	1KD131	33,00				517
Total					517		517

**Art. 2.** Le ministre flamand compétent pour la politique budgétaire est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 9 février 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,  
J. BROUNS

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST****SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2024/200880]

**18 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'article 796/4 et l'annexe 82 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, en ce qui concerne les chiens d'assistance**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 261 et 266;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 juin 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juin 2023;

Vu le rapport du 23 juin 2023 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu la décision de l'organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel, donnée le 4 juillet 2023;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap, donné le 11 juillet 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 15 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 15 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.114/4;

Vu la décision de la section de législation du 18 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 796/4, § 2, 2<sup>o</sup>, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2017, les mots « chiens-guides et des chiens d'aide » sont remplacés par les mots « chiens d'assistance ».

**Art. 3.** A l'annexe 82 du même code, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 1.3., 2<sup>o</sup>, les mots « chiens-guides et les chiens d'aide » sont remplacés par les mots « chien d'assistance »;

2<sup>o</sup> au 2.14. les mots « Chien-guide et chien d'aide » sont remplacés par les mots « chien d'assistance »;

3<sup>o</sup> au 2.14.1 les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « , les chiens d'alerte » sont insérés entre les mots « chiens-guides » et les mots « et les chiens d'aide »;

b) l'alinéa est complété par les mots « pour lesquels les conditions d'intervention sont fixées par la présente annexe »;

4<sup>o</sup> le 2.14.3. est remplacé par ce qui suit :

« 2.14.3. Chien d'aide et chien d'alerte :

2.14.3.1. Conditions d'intervention :

1<sup>o</sup> en faveur d'un chien d'aide :

a) le demandeur fait usage d'une voiturette en faveur de laquelle l'Agence ou un organisme assureur est intervenu ou présente des difficultés graves (code qualificatif minimal 3) pour se déplacer dans différents lieux qui découlent d'une déficience motrice;

b) le chien d'aide est fourni par l'intermédiaire d'un instructeur ou d'une association agréée par l'Agence ou le ministre selon les critères définis à l'article 822;

2<sup>o</sup> en faveur d'un chien d'alerte :

a) le demandeur est atteint d'épilepsie et démontre que l'assistance d'un chien d'alerte est de nature à prévenir ses crises et à intervenir préalablement, pendant et après la crise;

b) le chien d'alerte est fourni par l'intermédiaire d'un instructeur ou d'une association agréée par l'Agence ou le ministre selon les critères définis à l'article 822.

2.14.3.2. Renouvellement :

L'intervention dans le coût d'achat d'un chien d'aide ou un chien d'alerte peut être renouvelée sur production d'une attestation d'un médecin-vétérinaire indépendant de l'instructeur ou de l'association agréée qui a délivré le chien acquis précédemment.

2.14.3.3. Modalité d'intervention :

L'Agence octroie un montant d'intervention forfaitaire de 7.500,00 euros T.V.A.C. pour l'achat et le dressage du chien d'aide ou d'un chien d'alerte, ainsi que pour la formation du demandeur. ».

**Art. 4.** Le Ministre qui a l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/200880]

18 JANUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 796/4 en van bijlage 82 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, met betrekking tot assistentiehonden

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals wetboek van Sociale actie en Gezondheid, de artikelen 261 en 292;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juni 2023;

Gelet op het rapport opgesteld op 23 juni 2020 overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2016 Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de beslissing van het inter-Franstalig overlegorgaan en van het ministerieel Comité, gegeven op 4 juli 2023;

Gelet op het advies van de "Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap" (Waalse adviesraad voor personen met een handicap), gegeven op 11 juli 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 15 december 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om adviesverlening op 15 december 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State is ingeschreven onder het nummer 75.114/4;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** In artikel 796/4, § 2, 2°, van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2017, worden de woorden "geleidehonden en hulphonden" vervangen door het woord "assistentiehonden".

**Art. 3.** In bijlage 82 van hetzelfde wetboek, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1.3., 2°, worden de woorden "geleidehonden en hulphonden" vervangen door het woord "assistentiehonden";

2° in 2.14, worden de woorden "Geleidehonden en hulphonden" vervangen door de woorden "assistentiehonden";

3° in punt 2.14.1., worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "meldhond" wordt ingevoegd tussen het woord "geleidehonden" en de woorden "en hulphonden";

b) het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "waarvoor de interventievoorwaarden bij deze bijlage worden vastgesteld";

4° punt 2.14.3. wordt vervangen door wat volgt:

"2.14.3. Hulphond en meldhond:

2.14.3.1. Tegemoetkomingsvoorwaarde:

1° voor een hulphond:

a) de aanvrager gebruikt een invalidenwagentje waarvoor het Agentschap of een verzekeringsinstelling tussenbeide gekomen is of vertoont ernstige moeilijkheden (minimum kwalificatiecode 3) om zich op verschillende plaatsen te verplaatsen ten gevolge van een motorische handicap;

b) de hulphond moet verstrekt worden via een instructeur of een vereniging erkend door het Agentschap of de Minister volgens de criteria omschreven in artikel 822;

2° voor een meldhond:

a) de aanvrager lijdt aan epilepsie en vertoont dat de hulp van een meldhond zijn aanvallen waarschijnlijk zal voorkomen en voor, tijdens en na de aanval zal ingrijpen;

b) de meldhond wordt verstrekt via een instructeur of een vereniging erkend door het Agentschap of de Minister volgens de criteria omschreven in artikel 822.

2.14.3.2. Hernieuwing:

De tegemoetkoming in de aankoopkosten van een hulphond of een meldhond kan hernieuwd worden op grond van een attest van een dierenarts die niet afhangt van de instructeur of van de erkende instantie die de hond bezorgd heeft.

2.14.3.3. Tegemoetkomingsmodaliteiten:

Het Agentschap kent een forfaitair tegemoetkomingsbedrag van 7.500,00 euro toe, B.T.W. inbegrepen, voor de aankoop en de africhting van de hulphond of van de meldhond, evenals voor de vorming van de aanvrager. ».

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,  
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE